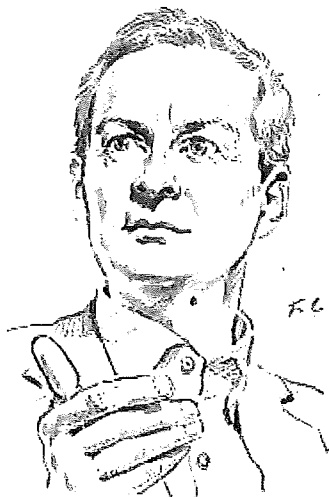


OPINIONS

CHAMPS LIBRES

Bruno Le Maire : « Aux États-Unis de faire le premier pas »

DESSIN CLAIREFOND



BRUNO LE MAIRE

Une guerre commerciale n'est dans l'intérêt de personne, estime le ministre de l'Économie. Il appelle notre allié américain à trouver une voie de sortie après la décision unilatérale prise par Donald Trump d'augmenter les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium.

Entre alliés, entre pays amis, entre partenaires historiques; il faut se parler avec franchise. C'est ce que j'ai fait à Whistler, au Canada, où se sont réunis les 1^{er} et 2 juin les ministres des Finances et les banquiers centraux des sept puissances économiques qui composent le G7.

Avec franchise, j'ai partagé ma déception et mon inquiétude à propos de la décision prise par notre allié,

les États-Unis, d'augmenter les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium.

D'abord pour des raisons juridiques. Les autorités américaines se réfugient derrière des arguments

trompeurs de sécurité nationale pour protéger leur industrie de l'acier et de l'aluminium. Ceci est entièrement injustifié, et surtout contraire à toutes les règles internationales, contraire à tous les standards du commerce mondial, contraire à l'ordre multilatéral que nous avons pourtant établi ensemble, avec les États-Unis, au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Cette décision injuste et injustifiée constitue un précédent fort préjudiciable. Elle rend plus difficile d'inciter des pays encore éloignés de ces règles à s'y conformer. Comment pourrions-nous exiger des autorités chinoises qu'elles respectent les règles multilatérales si les États-Unis eux-mêmes, notre partenaire de toujours, les contestent ?

Ensuite pour des raisons économiques. Avec l'introduction de ces tarifs douaniers, les États-Unis nous font courir vers une guerre commerciale, qui n'est

dans l'intérêt de personne. On le sait : les guerres commerciales ne font que des perdants. Une telle escalade des tensions commerciales est une menace sur la reprise économique européenne. De façon plus insidieuse, elle alimente également le populisme et le repli sur soi à un moment où l'Europe est secouée par des partis contestataires qui se nourrissent de ces affrontements et qui prospéreront sur le manque de croissance et d'emplois. En cherchant à affaiblir l'Europe, les États-Unis donnent un argument de plus à la vague populiste qui nous menace.

Enfin, pour des raisons politiques. Depuis la fondation de la nation américaine, nous nous sommes tenus aux côtés des États-Unis, sans faille et sans faiblir. Comme le président de la République l'a rappelé lors de sa visite à Washington, notre alliance contre le terrorisme, au Sahel ou au Levant, ou contre l'emploi d'armes chimiques pour frapper la population en Syrie, est forte et active. Nos efforts de défense sont constants et nous les avons intensifiés en faisant le choix de porter le budget de défense à 2 % de notre PIB.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons ni comprendre ni accepter les récentes décisions américaines. Comment expliquer que les alliés les plus proches des États-Unis soient traités comme la Chine, alors que nous savons que les surcapacités d'acier et d'aluminium trouvent principalement leur source dans les subventions que ce pays accorde à son industrie et en aucun cas en Europe ?

Il faut pour autant trouver une voie de sortie. Nous partageons le constat des États-Unis sur certains points. Comme nos alliés, nous pensons nécessaire d'améliorer, de renforcer et de rendre plus efficace le système commercial international. Comme

nos alliés, nous pensons que les droits liés à la propriété intellectuelle ne sont pas suffisamment protégés. Comme nos alliés, nous savons que les marchés publics de certains États ne sont pas aussi ouverts et accessibles que les marchés européens. Comme nos alliés, nous jugeons indispensable de revoir l'encadrement des subventions publiques qui créent des distorsions commerciales inéquitables. Comme nos alliés, nous voulons refonder l'Organisation mondiale du commerce.

Mais nous sommes en profond désaccord sur les réponses à apporter à ces défis. L'unilatéralisme ne nous mènera nulle part, sinon à l'affrontement.

Face à ces attaques, l'Union européenne a montré, de manière unie, qu'elle saurait répliquer avec force et fermeté. Nos mesures sont prêtes : plainte à l'OMC, contre-mesures de rééquilibrage, clauses de sauvegarde. Nous ne souhaitons pas l'escalade vers une guerre commerciale sans merci, mais nous ne pouvons rester sans réponse. L'Union européenne est aujourd'hui déterminée à affirmer sa souveraineté économique.

Si les États-Unis veulent renouer le dialogue avec leurs alliés historiques, c'est à eux de faire le premier pas et de montrer leur volonté de coopérer par des signes clairs de désescalade. La France et l'Union européenne resteront toujours forces de propositions pour améliorer le système multilatéral. Le président de la République a invité la semaine dernière, à l'OCDE, les grandes puissances commerciales à se réunir pour travailler, ensemble, à une refonte ambitieuse des règles multilatérales du commerce. Seul un système multilatéral fort et modernisé sera capable de répondre aux profonds déséquilibres et aux injustices constatés aujourd'hui dans le commerce international.